



Le Parti communiste et le gouvernement de Front populaire en 1936

« Pour la réconciliation du peuple de France »

Le 6 avril 1936, 80 000 personnes se rassemblent à Paris au Buffalo, pour un grand meeting communiste contre la guerre, alors que l'Allemagne nazie est en pleine affirmation internationale, commençant les postures menaçantes et annonçant déjà la suite des événements.

C'est l'occasion pour le Parti Communiste Français de vérifier si sa ligne, alors que les élections législatives se tiennent bientôt, parvient à tenir le choc. Le Parti est-il enfin parvenu à être en phase avec la société ? Est-il crédible ?

Le moyen employé par le Parti Communiste Français a été établi par Maurice Thorez ; c'est l'opposition faite entre une « France forte, libre et heureuse » et les diviseurs que sont les ligues fascistes.

Il est proposé une unité nationale, transcendant les opinions, pour isoler l'extrême-droite. Le moteur, c'est l'unité avec le Parti socialiste-SFIO, mis en place en 1934-1935, avec une réelle efficacité. L'arrière-plan, c'est l'unification de la CGT (non communiste) et de la CGT-Unitaire (liée au Parti). Et le grand vecteur rendant les choses possibles, c'est l'intégration des radicaux au Front populaire.

Le communiqué commun de début avril 1936 reflète cette orientation commune portée par la base ouvrière inquiète et soucieuse que les rangs soient serrés.

« Le Parti Communiste et le Parti Socialiste proclament une fois de plus leur volonté de tout mettre en œuvre pour défendre la paix.

Les événements actuels montrent que dans les circonstances créées par la politique d'armement du capitalisme, par les conséquences inéluctables de sa politique de force, LE FASCISME C'EST LA GUERRE, et à l'heure où les préparatifs de guerre de l'Allemagne hitlérienne ébranlent la paix de l'Europe, tous ceux qui veulent éviter les horreurs d'une nouvelle catastrophe se doivent de condamner la provocation à laquelle s'est livré Hitler.

Le fait que les sanctions n'ont pas été appliquées à Mussolini, qui poursuit la guerre en Éthiopie, a encouragé les hitlériens fauteurs de guerre dans leur politique du « poing sur

la table » qui, si elle admise, fera disparaître toute garantie de sécurité collective et entraînera les peuples vers de nouveaux massacres.

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste appellent les masses populaires menacées par Hitler et les hitlériens français, à s'unir pour défendre la paix, et décident :

a) de proposer au Comité de du Rassemblement Populaire l'organisation d'une vaste démonstration internationale en faveur de la paix, à Paris ;

b) d'intervenir auprès de la C.G.T. pour lui demander de collaborer avec les deux partis dans la lutte pour la paix ;

c) de proposer aux organisations du Rassemblement Populaire une action de masse pour exiger la dissolution et le désarmement des ligues fascistes plus que jamais menaçantes, et qui continuent de jouir d'une indulgence que le gouvernement s'était pourtant engagé à ne pas avoir.

Contre les provocations hitlériennes et contre les hitlériens français, complices des auteurs de guerre d'Allemagne,

Pour défendre la paix et la liberté contre les ligues factieuses, qui sont au service des deux cents familles qui encouragent les provocations hitlériennes et fomentent la guerre civile,

Plus que jamais unité d'action pour la lutte et pour la victoire.

Le comité de coordination du Parti Communiste et du Parti Socialiste »

Le Parti Communiste Français souligne, dans son affirmation de « l'ordre » contre le fascisme, l'exemple espagnol, où l'agitation d'extrême-droite contre la République devient toujours plus terroriste, à la veille de la tentative du coup d'État militaire.

Cela peut sembler juste. Cependant, le contexte de la défense de la République en Espagne, pays marqué par une réelle féodalité encore, n'est pas celui de la France, et cela ramène en fait le Parti Communiste Français à la ligne des socialistes d'avant 1914, qui étaient prêts finalement à s'unir avec les bourgeois républicains contre les puissants restes monarchistes et cléricaux.

Cela n'est toutefois pas vu, car il n'y a pas d'analyse détaillée de l'Histoire de France. Le Parti Communiste Français est né en 1920 et, à ses propres yeux, il est quelque chose de tout à fait nouveau, dans un contexte nouveau.

C'est en partie vrai, car la première crise générale du capitalisme a commencé avec la guerre de 1914-1918 et la révolution russe d'octobre 1917. La production capitaliste recule, à part aux États-Unis et au Japon, pour dire les choses simplement.

Néanmoins, la France a tout un parcours historique et, à moins de voir en le marxisme-léninisme une méthode fournissant les bonnes tactiques pour la révolution, on ne peut pas faire fi des mentalités, des situations géographiques, des questions culturelles, des rapports économiques en tant que tendance sur le long terme, etc.

Ce qui se passe donc, au-delà des apparences, c'est la conjonction de deux phénomènes. D'une part, il y a une réelle unité ouvrière et cela suffit à l'Internationale Communiste, qui voit un moyen d'avancer la lutte de classe dans les faits, malgré et contre le fascisme. Cela résout un problème immense et incompris jusque-là, comme l'a montré la défaite allemande.

D'autre part, Maurice Thorez est dans la démesure. Il a sauvé le Parti des courants gauchistes menant à un sectarisme débridé provoquant toujours plus d'isolement. Il a un prestige énorme dans le Parti pour cela.

Mais il entend continuer sur sa lancée en faisant du Parti Communiste Français une composante reconnue et acceptée du pays. Et cela à tout prix, tellement il est le fruit de la hantise de la mise à l'écart connue tout au long des années 1920.

C'est le sens du retentissant discours fait à la station Radio Paris, le 17 avril 1936. Pour la première fois, un communiste était invité à une radio nationale (et d'État). Les propos de Maurice Thorez furent à la hauteur de l'événement, avec une « main ouverte » à, pour ainsi dire, absolument tout le monde, contre les « 200 familles ».

Rappelons que ce concept a été inventé par Édouard Daladier à l'occasion d'un congrès du Parti républicain, radical et radical-socialiste, en octobre 1934. Voici ses propos.

« Ce sont deux cents familles qui, par l'intermédiaire des conseils d'administration, par l'autorité grandissante de la banque qui émettait les actions et apportait le crédit, sont devenues les maîtresses indiscutables, non seulement de l'économie française mais de la politique française elle-même.

Ce sont des forces qu'un État démocratique ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eût pas tolérées dans le royaume de France.

L'empire des deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. Les deux cents familles placent leurs mandataires dans les cabinets politiques. Elles agissent sur l'opinion publique car elles contrôlent la presse. »

Sur le plan pratique, le discours de Maurice Thorez veut dire surtout s'ouvrir aux ouvriers catholiques, en réfutant désormais toute critique de la religion, afin de privilégier la mise en avant des intérêts matériels communs. Cela veut dire également chercher à gagner les éléments populaires ayant basculé à l'extrême-droite car ayant cédé à la démagogie.

Et c'est un moyen de forcer les militants du Parti à rompre avec leur gauchisme passé. La ligne de Maurice Thorez est aussi, même si cela n'est pas dit, imposée comme contre-poison aux tendances passées. C'est un déviationnisme de droite finalement présenté comme une rectification qui irait jusqu'au bout.

Cela passe inaperçu à l'époque, car on est dans les débuts de la mise en place du concept de démocratie populaire, dont le grand théoricien est Georgi Dimitrov, dans le cadre de l'Internationale Communiste. Face à la guerre et au fascisme, le Parti ne doit pas simplement proposer la révolution, mais affirmer une ligne de sortie nationale de la crise, crise qui est à la fois économique, politique, culturelle.

Autrement dit, la révolution n'est pas possible car les monopoles sont trop forts et le Parti a trop mis

de temps à se constituer, mais leur domination précipite une décadence et une tendance à la guerre qu'il est possible de contrer, sous la forme d'un Front populaire auquel pousse le Parti.

Cette ligne, pour l'Internationale Communiste, est valable dans tous les pays à partir du milieu des années 1930.

« Nous te tendons la main »

Voici le texte du discours de Maurice Thorez à la radio en avril 1936.

« Les 200 familles responsables de la crise. La dictature des banques. Ouvriers et employés dans la crise. La ruine des paysans. Les fascistes diviseurs de Français. Le fascisme, c'est la guerre. Complices d'Hitler en France. Nous combattons pour l'avenir de notre peuple.

Peuple de France,

Un vent de détresse souffle sur notre beau pays. Depuis cinq années déjà, la crise économique sévit dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les finances publiques et privées. Les conséquences en sont surtout douloureuses pour les travailleurs des villes et des champs.

Les 200 familles responsables de la crise

Nous pourrions cependant vivre heureux dans notre France que la nature et l'industrie de ses fils ont pourvue d'abondantes richesses.

Sur notre sol fertile lèvent de belles moissons. La production du vignoble français est la première du monde. L'élevage reste une des ressources essentielles de notre agriculture.

Pays traditionnel de riches cultures, la France est devenue un grand pays industriel qui dispose de puissantes entreprises ; houillères, centrales hydro-électriques, hauts fourneaux, aciéries, usines de construction mécanique, de produits chimiques ou de textile. La France fut le berceau de l'aviation, ses appareils et ses moteurs restent parmi les plus réputés.

L'industrie parisienne, la couture et la mode font apprécier à travers le monde les qualités et le goût de notre peuple.

Mais les usines ferment leurs portes, les machines tournent au ralenti. Les ateliers se vident. La classe ouvrière est condamnée au chômage et le peuple connaît la misère.

C'est que les richesses, fruit du travail accumulé de nombreuses générations sont devenues la propriété d'une minorité parasite qui les exploite à son seul profit.

Les ouvriers n'ont pas la possibilité de se procurer les marchandises qu'ils fabriquent.

Les paysans ne peuvent obtenir en échange de leurs produits aux prix avilis, les objets manufacturés et les machines que les groupements capitalistes leur imposent au prix fort.

Obligation de produire, interdiction de consommer, de cette contradiction résultent la crise, le chômage et la misère généralisée.

Oui, les responsables de la crise et des souffrances qu'elle provoque, sont ces « 200 familles qui dominent l'économie et la politique » de la France.

Dans un de ses chefs d'œuvre « L'île des Pingouins » Anatole France observe ironiquement : "Après s'être soustraite à l'autorité des rois et des empereurs, après avoir proclamé trois fois sa liberté, la France s'est soumise à des compagnies financières qui disposent des richesses du pays et, par le moyen d'une presse achetée, dirigent l'opinion. "

La dictature des banques

Les représentants de cette oligarchie financière siègent au conseil de régence de la Banque de France depuis sa fondation par Bonaparte en 1803.

La France depuis 130 ans a connu trois révolutions, elle a changé cinq fois de régime politique. A travers ces vicissitudes diverses, ces naufragés et ces bouleversements, seuls les maîtres du pouvoir financier sont demeurés immuables, incarnant la domination constante du capital.

La Banque de France, voilà la puissance qui tient en échec le gouvernement légal et lui dicte ses volontés. C'est elle qui renverse les ministères, en violation du suffrage universel. C'est elle qui impose au peuple de France des gouvernements chargés d'appliquer une politique favorable aux riches, dure aux pauvres et aux travailleurs.

On l'a vu à la suite du 6 février 1934. Les gouvernements nés de l'émeute fasciste n'ont pas inquiété les spéculateurs, les profiteurs, les voleurs ! Au mépris des engagements sacrés, ils ont prélevé 13 % sur les pensions des anciens combattants et des victimes de la guerre.

A coups de décrets-lois, ils ont réduit les salaires, les traitements, les indemnités des petits fonctionnaires, les allocations aux nécessiteux, aux vieillards, aux infirmes, aux familles des soldats mobilisés. Ils ont réduit les crédits pour les hôpitaux et les laboratoires, les subventions pour les œuvres d'assistance maternelle et la protection de l'enfance.

Les conséquences de la crise

Les restrictions imposées ont aggravé la crise économique. Les petits commerçants, les artisans, ont vu diminuer un peu plus encore leur chiffre d'affaires. Les boutiques se ferment faute de clients. Certains quartiers de Paris et de nos grandes villes de province offrent le spectacle désolant de leurs magasins fermés et de leurs devantures sur lesquelles on lit : « A vendre ou à louer ».

Les petites gens des classes moyennes, le fonctionnaire licencié, le commerçant en faillite, l'épargnant ruiné, l'ingénieur sans emploi, l'avocat sans cause, le médecin sans clients, l'étudiant sans avenir, toute une jeunesse inquiétée et déprimée. TOUS sont condamnés à une vie de misère et d'humiliation.

Nos campagnes sont ravagées par la crise agraire. Le paysan connaît les pires difficultés parce que son grenier regorge de blé et que le vin reste dans sa cave, tandis que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants manquent du plus strict nécessaire.

La ruine des paysans

Les petits propriétaires, fermiers ou métayers peuvent payer leurs redevances ou leurs impôts. Le paysan ne peut payer les intérêts des sommes qu'il a parfois empruntées pour développer sa modeste exploitation. Il est grevé de lourdes hypothèques. Il est la victime des usuriers et des grandes compagnies. Ayant obtenu une maigre nourriture pour lui et les siens, il ne peut renouveler son matériel, réparer une grange, drainer un champ, acheter des engrais pour sa terre et lui restituer, quand elle est épuisée, les éléments fertilisants. C'est la dégradation et la ruine de l'agriculture française.

Comme on l'a remarqué justement, l'histoire du paysan français est faite de plus de misère et de privations que de profit et de bonheur.

Et ce sont ces paysans misérables que M. André Tardieu apostrophait le 23 juin dernier à Blérancourt de la façon suivante :

« Vous ne vous êtes préoccupés que de chiffres et de gros sous. Vous ne pensez qu'à savoir combien vous vendrez, vos veaux, vos cochons, votre blé. Cela n'a aucune importance. Tant que vous croirez que la vie est laite pour cela et que vous ne songerez pas à assurer l'unité spirituelle et morale de la nation, vous perdrez de l'argent et ce sera bien fait. »

M. Tardieu, comme beaucoup d'ennemis du peuple affecte de parler de l'unité spirituelle et morale de la nation.

Or, le règne des 200 familles ne provoque pas seulement la ruine de notre pays, la détresse matérielle de notre peuple !

Dégradation morale

Il conduit à une lamentable déchéance. Parallèlement à l'étalage de corruption des classes dominantes, éclaboussées par la boue et le sang de retentissants scandales financiers, la crise et la misère déterminent un fléchissement inquiétant de la moralité. On constate le développement de la prostitution.

La criminalité prend des proportions effrayantes. Voilà que tendent à s'implanter chez nous les mœurs des gangsters de Chicago y compris cet aspect le plus odieux du banditisme, le rapt des enfants.

Mais c'est tout le régime qui délaisse et condamne l'enfance, notre plus doux et notre plus bel espoir. La dénatalité est l'un des fléaux les plus redoutables qui menace l'avenir de notre pays.

Ce problème angoissant : retient l'attention du Parti Communiste qui veille aux intérêts les plus immédiats et les plus modestes des travailleurs et qui a l'ambition de conduire le peuple de France vers de nouvelles et hautes destinées, vers un avenir radieux de

prospérité et de bonheur.

Les familles nombreuses ne se trouvent d'ailleurs que dans les milieux ouvriers et parmi les paysans les plus pauvres. Mais les papas et les mamans ont beaucoup de peine à nourrir convenablement et à habiller décentement leur petit monde. Il faudrait aider réellement et efficacement les familles nombreuses, donner du travail et des salaires plus élevés aux pères. Il faudrait loger les grandes familles dans des appartements plus grands, mieux aérés et au loyer modeste au lieu de les enterrer dans les ruelles et les cours sans air, sans soleil et sans joie de nos quartiers ouvriers. Il faudrait veiller à la formation des jeunes apprentis et à l'instruction des enfants mieux doués qui devraient poursuivre leurs études avec la certitude pour eux et leurs parents qu'au sortir de nos grandes écoles et de nos universités ils pourront mettre leurs connaissances et leurs talents au service de la collectivité.

Dans le même ordre d'idées, il est urgent de sauver le sport français. Nos équipes n'ont guère brillé dans les dernières compétitions internationales. C'est qu'il n'y a pas une large politique qui tende à favoriser le sport, à donner à nos jeunes gens les moyens de la pratiquer.

Décadence culturelle

La décadence culturelle s'ajoute à la dégradation morale. La France a été longtemps un centre de rayonnement dans le domaine de la pensée, de la littérature et des arts. Dans le pays qui a donné Rabelais, Molière, Voltaire, Balzac, Victor Hugo, Zola, la production littéraire devient d'une platitude désespérante. La pornographie le dispute aux niaiseries. Il en est de même pour le théâtre et le cinéma, sauf rares exceptions. Et pourtant les talents ne manquent pas.

Ainsi les 200 familles conduisent notre pays à la ruine et à la catastrophe. Elles prétendent au surplus ravir à notre peuple les libertés qu'il a su conquérir par une lutte ardente et séculaire contre les forces d'oppression et de réaction.

De l'affranchissement des communes et des Jacqueries du moyen âge à la grande Révolution, puis aux soulèvements populaires de 1830 et de 1848 et de la Commune de Paris. c'est un même besoin de justice sociale et une même soif de liberté qui ont animé et dressé le peuple de France.

Or, pour rejeter tout le poids de la crise sur le peuple laborieux pour assurer leur domination ébranlée, les 200 familles rêvent d'instaurer dans notre pays un régime de dictature terroriste et sanglante dont le 06 février a donné un avant-goût. Les rois de la finance organisent, subventionnent et arment les ligues de guerre civile qui prétendent s'imposer au peuple par la violence et la démagogie. Des ouvriers sont assassinés, des républicains sont molestés, blessés grièvement. Les parlementaires honnêtes, les hommes d'Etat soucieux du salut de la République sont basement outragés et désignés publiquement au « couteau » ou au « revolver » des assassins.

Les fascistes diviseurs de Français

Le peuple de France est excédé de ces manœuvres de guerre civile qui déforment à l'étranger le clair visage de notre pays, qui font se détourner de Paris et de nos centres

de tourisme les visiteurs qui autrefois affluaient chez nous de toutes parts. Au surplus, le peuple veut pouvoir vivre et travailler en toute tranquillité. Ceux qui divisent le peuple de France prétendent se présenter non sans impudence comme les champions de l'union nationale. Or ils sont profondément divisés entre eux-mêmes, surtout là où leur Comité d'arbitrage intervient en faveur de l'un ou de l'autre. Seules la haine du peuple, la haine de la démocratie établissent un lien entre ces hommes qui prennent modèle sur les dictateurs de Rome et de Berlin.

Les dirigeants des ligues factieuses méconnaissent et heurtent le sentiment de notre peuple épris de liberté et fier de son indépendance. Ce n'est ni à Rome, ni à Berlin, ni dans aucune autre capitale étrangère et pas même à Moscou pour laquelle nous ne dissimulons pas notre profond attachement que se déterminera le destin de notre peuple ; c'est à Paris !

Le peuple de France répugne à l'esclavage et à la servitude à la discipline du troupeau soumis à la dictature d'un seul qui parle au nom des maîtres capitalistes. Car le fascisme c'est en effet l'avilissement, l'anéantissement de l'individu, c'est l'impossibilité pour le savoir et le talent de donner leur pleine mesure dans le plein épanouissement de la liberté assurée à chacun et à tous, c'est le refoulement de tout esprit d'initiative et de progrès.

Le fascisme, c'est la guerre

Le fascisme c'est aussi à l'extérieur, une politique d'aventure et de provocations. Le fascisme, c'est la guerre.

Nul honnête homme n'en peut douter. Après l'agression de Mussolini contre le peuple d'Abyssinie, après l'invasion par les militaristes japonais de la Chine du Nord, c'est Hitler qui fait peser une lourde menace sur le monde angoissé.

Nous communistes, qui n'avons jamais cessé de dénoncer la politique des dirigeants réactionnaires de notre pays à l'égard du peuple allemand, nous avons d'autant plus le droit de nous dresser avec indignation contre le dernier coup de force de Hitler. La rupture unilatérale du pacte de Locarno, la marche des bataillons hitlériens à travers l'ancienne zone rhénane démilitarisée constituent une grave menace contre la France, contre la Belgique, contre les petits peuples de l'Europe centrale et orientale.

C'est la menace contre la paix, le bien le plus précieux de l'humanité. Hitler se refuse à l'organisation de la sécurité collective. Il se prononce contre la paix indivisible. La leçon tragique de 1914 doit pourtant suffire. Que la guerre éclate sur un point quelconque de l'Europe et ce sera de nouveau le monde à feu et à sang, ce sera une guerre qui dépasserait en horreurs, en deuils, en sang versé et en cadavres amoncelés, en dévastations et en ruines ce que nous avons connu de 1914 à 1918.

Avec une rare insolence Hitler insulte notre peuple qu'il considère comme un « peuple abâtardi et négroïde ».

Dans ses dernières harangues Hitler prétend nous interdire à nous, Français, fils de plusieurs révolutions, le droit de proclamer notre amitié et notre admiration pour le peuple de l'Union soviétique qui construit, la nouvelle cité du travail, du bonheur et de

la paix. Hitler prétend même qu'il doit prendre des précautions contre les changements possibles dans la politique intérieure de notre pays. Eh quoi ! Notre peuple va-t-il demander la permission à M. Hitler pour se donner un gouvernement attaché à la cause de la liberté et de la paix à la cause du travail et de la démocratie ?

Hitler veut partager le monde en deux zones, l'une comprenant la race élue qui doit dominer, l'autre où seraient reléguées les races abâtardies et inférieures destinées à subir le joug.

En vérité, les Etats apparaissent divisés en deux camps. Dans l'un sont les Etats du fascisme qui veulent déclencher une nouvelle guerre sous prétexte de manquer d'espace. Dans l'autre les Etats où subsistent des institutions parlementaires et démocratiques qui sont en général, et au moins, pour le moment, intéressés au statu quo, opposés à la guerre. Ce deuxième groupe est appuyé par l'Union soviétique. Il trouve aussi des appuis dans la classe ouvrière de tous les pays. Il possède des alliés parmi les populations malheureuses qui gémissent sous la dictature du fascisme.

Complices d'Hitler

En revanche Hitler peut se flatter du concours de ses agents, les chefs fascistes français.

Ne voyons-nous pas à l'œuvre les de La Rocque, les Taittinger, les Henriot et les Maurras ?

Nous les avons vus derrière M. Laval, l'homme des accords de Rome, qui ont préludé au déclenchement de la guerre en Afrique. Nous les avons vus derrière M. Laval, s'élevant contre les décisions cependant toutes platoniques de la Société des Nations. Une telle attitude fut le plus bel encouragement à Hitler, assuré qu'il ne serait pas davantage inquiété que les agresseurs précédents.

Nous les avons vus déchaînés contre un pacte qui tend à organiser la sécurité collective et qui place au service de la Nous les voyons ces dignes rejetons des émigrés de Coblenz qui jadis combattaient au service du roi de Prusse contre nos arrières grands-pères, les soldats de la Première République. Nous les voyons ces Nadaillac que nos ancêtres de la Convention eussent condamnés promptement pour intrigue avec l'étranger dirigées contre la sécurité du pays.

Nous les voyons les de Wendel, régent de la Banque France et croix de feu n° 13, qui expédie à Hitler le minerai de fer destiné à fondre les canons. Nous les voyons les Neukolm du Comité des Forges, les comtes de Douhet de Villosande, les M. de Chaffray, les Bucard, les Louis Bertrand académicien de son métier qui adressent de dégradants témoignages d'admiration à celui qui parle ouvertement d'anéantir la France.

Aussi comprend-on, que nous, communistes, dans notre lutte pour la paix, fidèles à l'esprit des grands Jacobins qui assuraient le salut du pays et de la République en mettant les aristocrates et les ci-devant hors d'état de nuire : fidèles au vers de Pottier « Paix entre nous, guerre aux tyrans » : fidèles à la doctrine de Lénine, admirateur et continuateur des Jacobins : nous combattions à la fois contre Hitler ci-contre ses complices dans notre propre pays.

Nous réclamons le désarmement et la dissolution des ligues factieuses, succursales de la Gestapo, agences de propagande et de renseignements de la Wilhelmstrasse.

Nous combattons pour l'avenir de notre peuple

Oui, nous communistes, qui aimons notre pays, nous voulons faire une France forte, libre et heureuse, une France dont le gouvernement ouvrier et paysan sera le plus fort que le pays ait jamais connu, une France qui ne craindra plus les menaces de Hiller, lequel spéculé sur les divisions entre Français provoquées et entretenues par les deux cents familles et leurs mercenaires.

Oui nous voulons et nous ferons une France, dont les fils unis et libérés du joug du Capital pourront dire « Nous ne convoitons pas un pouce de territoire étranger, mais nous ne laisserons pas toucher à un pouce de notre sol », une France ayant retrouvé dans le monde, par l'effort pacifique de notre peuple, une place digne de son rayonnement au cours des siècles écoulés. Il n'est pas vrai que notre histoire appartienne au passé.

Nous combattons pour l'avenir de notre peuple, pour son bonheur et pour sa grandeur matérielle, intellectuelle et morale. Nous croyons que la République française des Conseils ouvriers et paysans assurera à jamais à notre peuple le travail de bien-être, le bonheur, la liberté et la paix.

Les riches doivent payer

Dans l'immédiat nous voulons que les riches paient afin de soulager la misère des pauvres, de donner du travail et du pain aux chômeurs, de rajuster les salaires ouvriers, de rétablir les traitements et indemnités des petits fonctionnaires, les retraites des anciens serviteurs de l'Etat, les pensions des anciens combattants et des victimes de la guerre, afin de venir en aide aux artisans, aux petits commerçants et d'assurer la revalorisation des produits agricoles.

Nous sommes résolument pour la défense du franc, contre la dévaluation, méthode hypocrite pour faire payer les pauvres.

Pour assurer la défense du franc et protéger l'épargne pour équilibrer le budget de l'Etat il faut également faire payer les riches. Le parti communiste propose un prélèvement extraordinaire et progressif sur les grosses fortunes au-dessus de 500 000 francs, soit :

- 3 % de 500 000 à 1 million de francs

- 5 % de 1 à 2 millions

- 7 % de 2 à 5 millions

- 9 % de 5 à 10 millions

- 12 % de 10 à 20 millions

- 16 % de 20 à 50 millions

- Et 20 % au-dessus de 50 millions de francs

Cette mesure parfaitement réalisable proposée autrefois par M. Louis Marin, n'a pu être jusqu'alors l'objet d'aucune réfutation sérieuse. Le président Doumergue l'avait trouvée trop modeste. En effet ce n'est pas une mesure révolutionnaire qui vise à l'expropriation. Les possédants ne seraient pas mis sur la paille, parce qu'un peu de leur superflu serait attribué aux malheureux. Le peuple de France peut et doit faire payer les riches. Dans ce but comme pour défendre la liberté et la paix, le peuple doit être uni.

Unir

Le Parti communiste s'honore de n'obéir qu'à une préoccupation exclusive : servir la cause du peuple. Le Parti communiste s'honore de ne connaître qu'un seul mot d'ordre : UNIR.

Nous avons travaillé avec passion à l'unité de la classe ouvrière, proposant et faisant heureusement accepter le pacte d'unité d'action qui nous lie à nos frères socialistes et nous conduit au parti unique de la classe ouvrière. Nous avons soutenu les efforts des syndicats et des militants unitaires et confédérés qui ont abouti à la reconstitution d'une seule CGT.

Nous avons œuvré à l'unité entre les travailleurs des villes et des champs, entre les travailleurs manuels et intellectuels. Nous sommes heureux d'avoir propagé l'idée du Front populaire du travail de la liberté et de la paix et de collaborer loyalement à une action commune avec les radicaux, les républicains et les démocrates. Nous avons travaillé à l'union de la jeunesse de France.

Pour la réconciliation du peuple de France

Et maintenant nous travaillons à l'union de la nation française contre les 200 familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France.

Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis.

Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix de feu parce que tu es un fils de notre peuple que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe.

Nous sommes le Grand Parti communiste, aux militants dévoués et pauvres, dont les noms n'ont jamais été mêlés à aucun scandale et que la corruption ne peut atteindre. Nous sommes les partisans du plus pur et du plus noble idéal que puissent se proposer les hommes.

Nous communistes, qui avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, nous vous appelons tous, ouvriers, paysans et intellectuels, jeunes et vieux, hommes et femmes, vous tous, peuple de France, à lutter avec nous et à vous prononcer le 26 avril.

Pour le bien-être, contre la misère, pour la liberté. Contre l'esclavage, pour la paix, contre la guerre. Nous vous appelons avec confiance à voter communiste. A voter pour la France forte, libre et heureuse que veulent et que feront les communistes ! »

Ces positions sont celles de l'Internationale Communiste et il est évident que le discours de Maurice Thorez a été parfaitement calibré en ce sens.

Tout va dépendre toutefois du mode opératoire employé dans la réalisation de cette ligne. Et là, les cadres du Parti Communiste Français vont se révéler outrageusement opportuniste, car prêt à tout pour affirmer l'unité nationale et exister politiquement, coûte que coûte, dans une telle affirmation.

Le succès électoral

Le Parti Communiste Français éprouve une immense satisfaction des résultats du premier tour des élections législatives du 25 avril 1936. 1 492 020 voix se sont portées sur lui, contre 790 000 en 1932.

À Paris, les candidats du Parti Communiste Français ont obtenu 162 000 voix (contre 92 000 en 1932) ; dans les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis ils en obtiennent 200 000 (contre 122 000 en 1932).

Paris et la banlieue rouge restent des bastions puissants, désormais élargis. Les reports ont fonctionné et, qui plus est, le Parti Communiste Français fait partie d'un bloc qui a largement les moyens de l'emporter.

Voici le communiqué du Parti Communiste Français une fois les résultats définitifs connus. Ce qu'on lit est d'un opportunisme sans limites ; on chercherait en vain une dynamique qui aille au-delà de la soumission au Front populaire dans le cadre étroit soumis à l'alliance aux radicaux.

« Pour une France libre, forte et heureuse

Le peuple de France a parlé. Il a manifesté avec force sa volonté de contrecarrer la malfaisance des 200 familles qui pillent notre beau pays.

Il s'est prononcé pour la défense de la liberté si chèrement conquise par nos pères au cours des luttes du passé.

Il a condamné les auteurs de guerre qui, de connivence avec Hitler, menacent la paix du monde.

La grande voix du peuple français a clamé l'amour de la paix et de la liberté.

Bravo !

Le Parti communiste se réjouit des magnifiques succès remportés par le Front populaire et il se félicite que le peuple français lui ait avec tant de chaleur témoigné sa sympathie pour les efforts déployés en vue de réaliser l'union de la nation française.

Déjà, des chefs parmi les plus marquants de la réaction et du fascisme sont en ballottage Taittinger, Paul Reynaud, Jean Fabry, Jean Goy, Franklin-Bouillon, Cathala, Foulon, de

Castellane, etc..

Maintenant, il faut pousser plus loin l'avantage
et battre les agents des 200 familles.

Tous unis pour le deuxième tour de scrutin communistes, socialistes, radicaux,
républicains, démocrates de toutes tendances, rassemblement pour faire triompher au
deuxième tour les candidats du Front populaire du pain, de la paix et de la liberté.

Vive la France libre, forte et heureuse que veulent et que feront les communistes

LE PARTI COMMUNISTE. »

Heureusement, les masses commencent à gronder. Le 1^{er} mai 1936, la grève et les manifestations
sont puissantes. Pour la première fois en vingt ans, les usines Renault ont dû fermer, alors qu'il y a
120 000 métallurgistes en grève dans la région parisienne.

Les manifestants sont 80 000 à Marseille, 4 000 à Amiens, 10 000 à Strasbourg, 25 000 à Lille, 10
000 à Toulouse, 15 000 à Toulon, 2 500 à La Rochelle, 2 000 à Cherbourg... Et du côté
communiste, à Paris, il y a 30 000 personnes au meeting au Buffalo, pour 15 000 à celui de Clichy
et quelques autres dizaines de milliers répartis dans différents meetings de la région parisienne.

Il y a une agitation, mais son contenu est faible. Pour preuve, ce qu'on peut lire dans *L'Humanité* du
2 mai 1936, dès la première page. C'est un petit encart, qu'on retrouve de manière étrange aux côtés
des comptes-rendus de manifestation et des appels à la mobilisation, à voter pour le second tour.

Il est raconté la mésaventure d'un dompteur victime de son activité et dont il fait l'éloge, alors que
le pauvre lion emprisonné et torturé est présenté comme un animal « malfaisant » qui en plus a osé
essayer de lutter pour sa survie lorsqu'on a voulu le tuer.

Le caractère absurde d'un tel compte-rendu en première page s'associe au caractère clairement
contre-révolutionnaire de la présentation des faits. Ce que cela révèle, c'est que l'horizon du Parti
Communiste Français est faible ; on ne dépasse pas les revendications sociales, même si
généralisées.

Et tant la presse socialiste que la presse communiste s'aligne régulièrement sur le culte du fait
divers, acceptant la fascination morbide. Les socialistes et les communistes ont, en fait, relativement
peur des masses, et ils ont toujours peur d'aller trop loin ou pas assez, dans une inquiétude militante
typique. C'est justement la légitimité des élections (parlementaires, communales, syndicales) qui
seule atténue cette inquiétude chez eux.

Il y a donc une contradiction entre la victoire électorale et l'agitation des masses. Ce n'est qu'un
début : tout va s'amplifier.

Déjà, la victoire électorale est là. Le Front populaire l'emporte, avec 378 députés : il y a 72
communistes, 146 socialistes, 116 radicaux, 44 des socialistes et radicaux indépendants.

Dans le camp adverse, la droite et les radicaux qui lui sont alliés ont 240 députés : 31 radicaux
indépendants, 83 républicains de gauche, 23 démocrates populaires, 92 de l'Union républicaine et
démocratique, 11 conservateurs.

La question de la participation se pose. Le Parti Socialiste-SFIO demande en effet tant au Parti Communiste Français qu'à la CGT d'être partie prenante. Cette dernière propose de conseiller dans certains aspects dans des organismes spécifiques, elle se maintient à l'écart tout en soutenant. Les radicaux, qui ont naturellement eu la même demande formelle, ont accepté.

Maurice Thorez veut suivre, il est pour la participation gouvernementale, mais personne au Bureau politique n'est avec lui. Il recule donc et le Parti Communiste Français reste à l'extérieur du gouvernement, tout en affirmant qu'il le soutiendra entièrement dans son application du programme prévu.

Il y a là une contradiction, dont le Parti Communiste Français ne sortira plus, au fur et à mesure des problèmes qu'affronte le gouvernement du Front populaire. Au départ, toutefois, l'optimisme est unilatéralement de rigueur.

Voici la réponse communiste à la proposition socialiste. Elle dit simplement que le refus se fonde sur le principe de vouloir éviter de donner un prétexte aux attaques politiques bourgeoises.

« Chers Camarades,

Le Bureau Politique a étudié très attentivement votre dernière lettre demandant à notre Parti Communiste de participer au prochain gouvernement.

Le Bureau Politique a estimé unanimement que dans l'intérêt même de notre cause commune la cause du Front Populaire il n'y avait pas lieu de modifier la politique fixée par nos plus récents Congrès.

Nous avons tenu très loyalement à indiquer au cours de la campagne électorale que notre Parti ne participerait pas au gouvernement. C'est dans des conditions exemptes de toute équivoque que notre Parti Communiste a remporté un grand succès et contribué efficacement à la victoire de l'ensemble des Partis du Front Populaire.

Nous ne sommes guidés que par un souci exclusif assurer à tout prix la réussite de l'entreprise de rénovation économique et sociale, de sauvegarde de la liberté et de la paix voulue par le peuple de France.

Nous sommes convaincus que les Communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement, sans réserves et sans éclipses, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple.

L'unité d'action a été réalisée grâce à de longs et patients efforts de notre Parti et dans le développement de l'action des masses laborieuses. Le Front Populaire, dont nous nous honorons d'avoir été les initiateurs, n'a de même triomphé que par la volonté des masses.

Aujourd'hui comme hier, nous estimons que la garantie du succès réside avant tout dans l'action des masses, dans leur cohésion et leur organisation.

Or, déjà, la presse réactionnaire tenté de présenter notre ferme volonté d'assurer au

prochain gouvernement l'appui effectif, des masses laborieuses, par le moyen des Comités du Front Populaire, comme une tactique de bouleversement révolutionnaire.

Cependant, comme vous le savez, il s'agit simplement d'améliorer ce qui existe les organes de liaison du Rassemblement populaire qui ont joué un si grand rôle dans la préparation de notre victoire électorale. Ces Comités ne sauraient d'ailleurs prétendre à se substituer aux Partis, politiques unis dans le Front Populaire.

En vous exposant ainsi très franchement les raisons qui nous font décliner votre offre de participation ministérielle, nous vous renouvelons solennellement, les, déclarations faites par Maurice Thorez et Jacques Duclos à notre camarade Léon Blum Nous vous assurons de notre collaboration la plus étroite et la plus fraternelle.

Avec tous nos amis et alliés du Front Populaire, nous réaliserons pleinement l'effort vigoureux qui s'impose afin de faire, payer les riches et de soulager la misère des pauvres et des malheureux, afin de rétablir la prospérité du pays, et conduire à une France libre, forte et heureuse.

Croyez, chers Camarades, à nos sentiments fraternels et communistes.

Pour le bureau politique du Parti communiste

Le secrétaire général, Maurice THOREZ. »

20 000 personnes se rassemblent salle Wagram à Paris, à l'appel des communistes pour saluer le nouveau gouvernement. Et le 24 mai 1936, 600 000 personnes manifestent pour célébrer la Commune de Paris, dans une grande affirmation socialiste et communiste. Début juin, c'est au vélodrome d'Hiver que Maurice Thorez fait acclamer le soutien du Parti Communiste Français au nouveau gouvernement.

Le 14 juin, 120 000 travailleurs célèbrent ensemble, à Paris au Buffalo, le meeting commun socialiste-communiste.

Le rapport aux grandes grèves et occupations

On chercherait en vain dans les Cahiers du bolchevisme, destiné au cadre du Parti Communiste Français, une analyse méthodique ou même une présentation de grèves et des occupations d'usine qui ont eu lieu, de manière massive, en France à partir de juin 1936.

C'est indéniablement la chose la plus étrange. Il n'y a pas d'enquête culturelle, de rapports approfondis, de synthèse théorique. Le mouvement de grèves et d'occupation semble comme flotter au-dessus du réel.

On comprend qu'il y ait pu avoir un projet de comédie musicale en 1979, « 36 Front populaire », monté par Jean-Pierre Bourtayre (compositeur pour Michel Sardou et surtout Claude François), Jean-Claude Petit (qui a travaillé avec Serge Lama, Mireille Mathieu, Sheila, Michel Sardou, Alain Souchon, Sylvie Vartan...), Étienne Roda-Gil (qu'on retrouve avec Johnny Hallyday, Juliette Gréco, Vanessa Paradis, Barbara, Françoise Hardy...).

Les grèves et les occupations forment une réalité non analysée à l'époque, jamais définie, et

toujours prétexte soit à y voir un simple soutien au gouvernement, soit une situation quasi-révolutionnaire, la réalité étant bien plus complexe.

Normalement, le Parti Communiste Français aurait dû justement voir le début de la mise en place de l'idéologie, de la culture de la démocratie populaire. Il a lui-même été une puissante source d'inspiration : la culture qui s'est répandue dans les grèves et occupations lui était largement empreinte, comme en témoigne résolument la chanson-phare du moment, *Au-devant de la vie*.

Son raisonnement « tacticien » et pragmatique l'amène pourtant à se contenter de voir une propre amélioration de sa situation et des possibilités futures sans doute certaines, mais encore trop flou.

Le Parti Communiste Français s'arc-boute donc sur la ligne de la « réconciliation. Dans le discours *La lutte pour le pain*, prononcé lors d'un meeting parisien en juin 1936, Maurice Thorez affirme, au sujet de la « *réconciliation française* », que :

« Voilà que se réalise la réconciliation nationale de ceux qui souffrent, luttent et espèrent sous le signe du drapeau rouge et du drapeau tricolore.

Et ce n'est pas le moindre titre de fierté de notre Parti, que la confiance des masses qui par centaines et centaines de milliers réalisent notre politique d'union de la nation française.

Regardez, camarades, jamais dans nos communes ouvrières de banlieue, au moins depuis très longtemps, on n'avait tant de drapeaux tricolores. Aujourd'hui, il y en a sur toutes les usines, il y en a sur les chantiers (...).

Il nous plaît de constater que nos militants, nos élus, nos adhérents ont su partout se placer au premier rang et nous leur adressons un salut reconnaissant.

Tous ces militants du Parti agissent comme militant des syndicats.

Ils agissent comme représentants élus de la classe ouvrière et du peuple. Ils n'ont pas la prétention de diriger. Ils se sont mis au service des grévistes. Qui dirige ? Qui doit diriger ? Les syndicats, et aussi et surtout, les grévistes eux-mêmes. »

Cette ligne se résume très bien avec la formule *Tout pour le Front populaire, tout par le Front populaire*, titre d'un discours de juillet 1936, et il faut bien comprendre par là qu'on parle du Front populaire comme gouvernement. Initialement il y avait bien l'idée de Comités du Front populaire ; dans la pratique, tout le monde s'est précipité sur la notion de « République » comme fin en soi, que ce soit chez les communistes, les socialistes ou les radicaux.

Voici donc ce que dit Maurice Thorez en plaçant le Front populaire comme base gouvernementale devant avoir des ramifications dans tout le pays, à travers l'idéal républicain.

« Fort heureusement, il y a dans l'administration, dans l'enseignement et dans l'armée une grande majorité d'hommes attachés à la République et dévoués à la cause du peuple (...).

En travaillant à l'union de la nation française, il est nécessaire de faire preuve de

libéralisme, même à l'égard de ceux qui voteraient, demain, contre nous. (...)

On connaît les agresseurs. On a pris les numéros des voitures. On ne manquera pas de les poursuivre. (Un auditeur ; « Il faudrait les fusiller ! ») Non, il faut les mettre en prison à la place de ceux que l'amnistie devrait faire sortir de prison ! (...)

Le front français pour le respect des lois ; pour la défense de l'économie nationale ; pour la liberté et l'indépendance de la France. (...)

Nous pouvons dire que le Front populaire (et nous y sommes pour quelque chose, nous, les communistes), en ce sens, sera vraiment un Front français, un Front du peuple de France, héritier et continuateur de la grande Révolution [de 1789] contre le front des agents de l'étranger, contre le front du Coblençe [ville allemande refuge d'aristocrates après 1789] moderne.

Un Front français à la tradition héroïque de lutte et de liberté, aux accents de la Marseillaise de 1792 mêlés à ceux de notre Internationale, sous les plis du drapeau de Valmy et du drapeau rouge de la Commune, un Front français contre le Front antifrançais de trahison. »

On comprend surtout que ces grèves et occupations qui se développent à la victoire électorale et qui pendant deux semaines se généralisent gênaient le Parti Communiste Français, qui ne savait pas quoi en faire. Maurice Thorez était obnubilé par la question de la légitimité, et celle-ci devait être gouvernementale.

D'où son fameux propos le 11 juin 1936 :

« Il faut savoir terminer une grève. »

Le propos fait sens, car il expose un réalisme, mais comme les grèves et occupations étaient vues par un prisme économique, on considère surtout que c'est une parenthèse à refermer. Le saut qualitatif n'a pas été vu.

La continuation de l'agitation, avec de nouvelles grèves et occupations, perturbe donc le Parti Communiste Français, qui essaiera d'en finir avec ça, comme en témoignent les propos fermes de Maurice Thorez le 17 octobre 1936 :

« Maintenant il faut cesser les grèves. »

Maurice Thorez, par son réductionnisme typiquement syndicaliste, son incompréhension totale de la nouvelle culture démocratique populaire née des grèves et occupations, est ici responsable d'avoir laissé un espace énorme à l'ultra-gauche.

La naissance du trotskisme et de l'anarchisme

L'ultra-gauche est historiquement très forte en France, sous la forme de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire avant 1914. On parle ici de l'anarchisme « bombiste » avec des attentats individuels commis par exemple par Ravachol, de la CGT tenante de la minorité agitée proposant en permanence la grève générale, et il y a eu un antimilitarisme très violent (qui s'est converti en 1914 en nationalisme).

Avec la naissance du Parti Communiste Français en 1920, l'ultra-gauche est brisée. Initialement, elle s'est reconnue dans la révolution russe et a même fondé une « Fédération Communiste des Soviets », mais l'Internationale Communiste l'a mise de côté. Ensuite, les « gauchistes » tentent de s'activer dans la CGT-Unitaire, mais ils sont éjectés en 1926 et fondent une CGT-Syndicaliste révolutionnaire.

Avec la bolchevisation du Parti Communiste Français et ensuite le Front populaire, on pourrait penser que la partie a été gagnée, même s'il y a de terribles restes de ce type dans le Parti. Maurice Thorez est d'ailleurs apparu comme dirigeant pour briser de telles tendances.

Seulement voilà, Maurice Thorez a mis en place une ligne déviationniste de droite, et il ne s'intéresse nullement aux grèves et aux occupations dans ce qu'elles véhiculent comme culture, comme mentalité. Cela a donné des ailes à l'ultra-gauche pour se reconstituer, sous une forme nouvelle.

Cela se produit par différents courants trotskistes, et surtout par la « Gauche révolutionnaire », scission trotskisante de la tendance de gauche du Parti socialiste-SFIO, la *Bataille Socialiste*.

Marceau Pivert (1895-1958), à la tête de la « Gauche révolutionnaire », obtint un certain succès d'estime avec son appel dans *Le Populaire* du 27 mai 1936, intitulé « Tout est possible. » Le quotidien du Parti socialiste-SFIO lui donnait la parole, car la « Gauche révolutionnaire » représentait avec ses motions un peu plus de 10 % des adhérents. L'article est en page 6, dans le cadre de la « tribune du Parti ».

« Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin.

Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui, tout est possible aux audacieux.

Tout est possible et notre Parti a ce privilège et cette responsabilité tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement.

Qu'il marche! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Et aucun obstacle ne lui résistera !

Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent, ou même désirent, s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances.! Le goût du suicide politique n'est pas tellement développé sous la pression croissante des masses vigilantes.

Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent, ou même désirent, retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques d'ailleurs dignes d'examen. On ne freinera pas, on ne trahira pas la poussée invincible du Front populaire de combat.

Ce qu'ils appellent du fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique. On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard sous

prétexte que le programme du Front populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse.

Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr, elles appellent les solutions les plus substantielles, elles attendent beaucoup; elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve portée à pas feutrés au chevet de la mère malade... Au contraire, les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront son consentement; car elles savent que le monde capitaliste agonise et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.

Des camarades tremblent à l'idée que, devant le congrès national du Parti, un sectarisme de mauvais aloi contrarie tout effort de synthèse loyale. Mais la synthèse est facile, si l'on veut bien se placer dans le cadre des préoccupations fondamentales des masses qui animent le mouvement du Front populaire.

Tout est possible, là aussi. Il suffit de traduire en décision la volonté du peuple; il suffit de donner un mandat précis à nos délégués au gouvernement. Abrogation des décrets-lois; dissolution des ligues fascistes et arrestation de leurs chefs; amnistie; contrats collectifs; vacances payées, etc., oui.

Mais, en outre, on ne comprendrait pas que le retour, par décret, au service d'un an, ne soit pas immédiat. Il n'y a qu'à relire les discours de Daladier, de Blum, de Thorez contre les deux ans pour être convaincu de cette nécessité. Cette mesure aurait un immense retentissement dans la jeunesse, sur les finances et dans le monde. Nous y tenons absolument.

D'autre part, sans aborder les problèmes financiers, ne peut-on pas donner quelques avertissements à messieurs les nouveaux émigrés; par exemple, à ces capitalistes lyonnais qui achètent des immeubles à Genève, alors que six mille appartements sont vacants dans cette ville ?

Ce n'est certes pas un placement de rapport que vont chercher en Suisse ces bons patriotes. Il n'est pas difficile, pourtant, grâce à notre ami Nicole, de retrouver la trace de ces mutations.

Toutes les opérations à caractère spéculatif de ces trois derniers mois devront donc donner lieu à enquête, et il ne faudra pas hésiter à sanctionner les déserteurs du franc en confisquant leurs biens.

De même chez nos "munitionnaires". Croient-ils donc, eux aussi, que nous ignorons leurs trafics ? Et les ministres en exercice qui "expédient les affaires courantes" en passant par télégramme sept ou huit millions de matériel de 380, de manière que tout soit terminé avant le 31 mai, croient-ils que nous allons endosser une telle succession sans mettre un peu en vedette le Russe blanc qui passe de tels contrats ?

Et cette mystérieuse commande de mousquetons fabriqués par nos manufactures nationales, vendus à la Pologne, puis rachetés après usage, à la même Pologne (au prix de 435 francs pièce ?). Les fils d'archevêque qui ont conduit cette opération s'imaginent-ils qu'il suffit de déplacer in extremis un haut fonctionnaire courageux pour que le

silence se fasse sur leurs pirateries ?

Tout ceci, à titre d'exemple, et simplement comme critérium. Si, par hasard, des personnes trop prudentes voulaient nous mettre en garde, sous prétexte de ne pas gêner le gouvernement, nous leur répondrions que c'est là méconnaître la volonté de combat qui inspire le Parti, depuis le plus modeste militant jusqu'à ses chefs les plus éminents.

Cette volonté de combat, à elle seule, est un élément dynamique dans la bataille qui s'engage: il faudra que le congrès l'exprime en termes catégoriques et concrets. Les mauvais serviteurs du socialisme ne seraient pas ceux qui, quoi qu'il arrive, entendent conserver leur franc-parler, mais ceux qui voudraient transformer en couvent silencieux un grand parti de démocratie prolétarienne ouvert à toutes les idées, et tout entier dressé dans un décisif combat de classe.

Car tout est possible, avec un tel Parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes.

Enfin, tout est possible encore dans le domaine pour lequel nous devons loyalement reconnaître une certaine supériorité du parti communiste: le travail de masse. Bien loin de vouloir affaiblir notre Parti, nous voulons, au contraire, le mettre au niveau de ses obligations en modernisant et adaptant ses techniques de propagande et de pénétration dans les masses populaires.

Il n'y a aucune raison pour que nous soyons incapables de porter dans tous les milieux la pensée socialiste. Non pas en fraude, par tolérance, mais par décision régulière: non pas d'une manière anarchique, mais selon un plan systématique. Les liens entre le gouvernement et le Parti, entre le Parti et les masses seront d'autant plus solides que la confiance réciproque développera les contacts et les échanges dans tous les sens.

Voilà pourquoi nous sommes favorables à la création de Comités populaires entraînant dans le mouvement toutes les énergies démocratiques et prolétariennes sans gêner, bien au contraire, le développement du Parti ni des syndicats.

Tout est possible : la croissance des effectifs et du rayonnement du Parti, le renforcement de son unité, le respect absolu de sa liberté intérieure, la discipline totale de son action extérieure, la hardiesse et l'énergie de ses délégués au gouvernement, l'ardeur passionnée des enthousiasmes soulevés par ses décisions successives...

Tout est possible, maintenant, à toute vitesse...

Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de l'histoire.

Alors, puisque TOUT est possible, droit devant nous, en avant, camarades ! »

Un petit article sur la première page de *l'Humanité* lui répond, dès le 29 juin 1936 : « Tout n'est pas possible », par Marcel Gitton (qui sera exécuté en 1941 pour avoir trahi le Parti et rejoint la collaboration).

« Les ennemis du peuple de France ne parviennent pas à se consoler de la défaite qu'ils ont subie aux récentes élections législatives. Ils feront tout pour contrecarrer les espoirs

que portent en leurs coeurs les travailleurs, les classes moyennes, aspirant à l'amélioration de leurs conditions d'existence, au respect absolu des libertés démocratiques et à la sauvegarde de la paix que menace si dangereusement Hitler.

Déjà les sirènes réactionnaires et fascistes se font entendre. La victoire électorale du Front populaire, l'avènement d'un gouvernement à direction socialiste, c'est, d'après ces messieurs qui n'ont aucune pudeur à l'égard de la vérité, le commencement du chambardement général, de l'anarchie (...).

Il y a simplement des travailleurs honnêtes, réputés par leurs qualités professionnelles et qui depuis plusieurs années ont vu leurs salaires réduits à de multiples reprises. Ils ont connu tantôt le chômage complet, tantôt le chômage partiel. Leurs familles vivent au jour le jour, manquant bien souvent du strict nécessaire. Ils veulent des conditions plus humaines. C'est tout (...).

Non ! Tout n'est pas possible. Ce qui est possible et urgent, c'est la mise en route d'un programme de grands travaux, susceptibles de ranimer l'activité économique et de combattre efficacement le chômage. Ce qui est possible, ce sont des mesures de nature à revaloriser les produits agricoles.

Ce qui est possible, c'est la création du fonds national du chômage qui n'empiète pas sur les libertés et prérogatives communales et qui améliore le statut du chômeur. Ce qui est possible, c'est l'amnistie générale, c'est la création de la commission de moralité. Ce qui est possible, c'est l'arrêt immédiat des poursuites et des expulsions contre les paysans, les petits commerçants, les artisans, les chômeurs (...).

Non, non ! Il ne s'agit aucunement d'un « changement radical, à brève échéance de la situation politique et économique », comme l'écrit le camarade Marceau Pivert. Non, non ! Marceau Pivert.

Il n'est pas question pour le gouvernement de demain « d'opérations chirurgicales » et nous nous étonnons que pour aboutir à de telles formules, Marceau Pivert reprenne les calomnies de Doriot en racontant que les communistes agissent selon certaines considérations diplomatiques.

Tous ceux que le Front populaire a rassemblé pour le pain, la paix et la liberté se félicitent à juste titre qu'au cours de ces deux dernières années toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskistes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés qui ne pouvaient manquer d'aboutir à l'éloignement du Front populaire d'une partie importante des petites gens, ont misérablement échoué.

Toutes ces tentatives se sont heurtées au bon sens des ouvriers socialistes et communistes, comme de toutes les masses laborieuses. Et nous avons poursuivi notre action dans l'ordre, le calme, la discipline.

Il faut cesser de livrer des armes aux ennemis et aux démolisseurs du Front populaire qui voudraient bien voir s'écarter de nous toute une masse de gens qui nous regarde avec beaucoup de sympathie, mais qui n'est pas encore prête à suivre dans notre action le même rythme que la classe ouvrière. »

Le 11 juin 1936, Maurice Thorez dira à ce sujet, dans son rapport à l'assemblée d'information des communistes de la région parisienne :

« Nous avons dit notre avis sur les méthodes de direction qui doivent s'inspirer de la démocratie ouvrière, ne pas engager les mandants sans en avoir référé aux ouvriers en grève.

Nous croyons aussi qu'il faut faire appel aux forces nouvelles qui surgissent actuellement. Et s'il est important de bien conduire un mouvement revendicatif, il faut aussi savoir le terminer.

Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. Tout le monde sait que notre but reste invariablement l'instauration de la République française des conseils d'ouvriers, de paysans et soldats. Mais ça n'est pas pour ce soir, ça n'est même pas pour demain matin.

Non, n'est-ce pas, camarades, toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour le pouvoir des soviets en France. Je veux en indiquer une seule. Nous n'avons pas encore derrière nous, avec nous, décidée comme nous jusqu'au bout, toute la population des campagnes.

Nous risquerions même, en certains cas, de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite bourgeoisie et des paysans de France. Alors ? « Tout n'est pas possible ».

Si le but maintenant est d'obtenir satisfaction pour les revendications de caractère économique, tout en élevant progressivement le mouvement des masses dans sa conscience et son organisation, alors il faut savoir terminer dès que satisfaction a été obtenue.

Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la, victoire sur les plus essentielles et les plus importantes des revendications.

Il faut savoir organiser, préparer l'avenir il faut savoir reprendre cette riposte que nous avons faite à Pivert quand il a écrit un article dans le Populaire « Tout est maintenant possible. »

Nous, et nous seuls, nous avons ainsi répondu « Non, tout n'est pas possible maintenant. »

Et le Journal des Débats, qui comprend parfois la politique de notre Parti, a dit : dans l'esprit des communistes cela veut dire tout n'est pas encore possible.

C'est vrai.

Nous ne devons pas risquer que se disloque la cohésion des masses, la cohésion du Front populaire. Nous ne devons, pas permettre que l'on puisse isoler la classe ouvrière. »

Le Parti Communiste Français ne portera pas outre mesure d'attention à ce renouveau du gauchisme, car ce qui compte pour Maurice Thorez, c'est de ne pas perdre le fil avec les radicaux.

La soumission aux « classes moyennes »

L'obsession de Maurice Thorez, ce sont les « classes moyennes ». Il y a là quelque chose de fondamental, car si au départ c'est une tactique, cela en devient une stratégie.

On passe de l'alliance avec les couches sociales moyennes avec une soumission à l'idéologie ambiante des « classes moyennes », à la fois populaire et beau, sociale mais capitaliste, conservatrice – pesante et revendicative, etc.

Jacques Duclos, dans un article de *l'Humanité* du 7 juillet 1936, présente très bien la conception du Parti Communiste Français, conception qui va façonner toutes ses approches, dans tous les domaines. Le principe est simple : tout tient de par la liaison avec les classes moyennes, il ne faut surtout rien abîmer à ce niveau.

Dans son article, Jacques Duclos fait référence à *L'Œuvre*, un hebdomadaire devenu quotidien. Initialement républicain à vocation nationaliste, il se tourne rapidement vers un esprit radical, républicain socialiste, pacifiste ; il a notamment publié pendant la première guerre mondiale, sous forme de feuilleton, *Le feu, journal d'une escouade*, de Henri Barbusse.

En 1936, *L'Œuvre* tire à 236 000 exemplaires contre 55 000 exemplaires vingt ans plus tôt ; il tirera bientôt à 275 000 exemplaires en 1939, avant de sombrer dans la collaboration.

« Dans *l'Œuvre* d'hier, le citoyen Jean Piot a posé avec raison le problème des classes moyennes dont le sort mérite la plus grande sollicitude de la part des pouvoirs publics.

Nous communistes, qui sommes attachés de toutes nos forces au Front populaire, nous voyons en lui l'alliance de la classe ouvrière et des classes moyennes, nous entendons ainsi défendre les intérêts légitimes de cette couche particulièrement importante de la population laborieuse de France.

Le Front populaire ne peut pas, en effet, se borner à enregistrer la malfaisance du régime capitaliste, considéré comme une sorte de « machine à broyer ».

Non, non, le Front populaire unit les classes moyennes et la classe ouvrière pour une défense commune contre les oligarchies qui règnent sur notre pays.

Des lois sociales viennent d'être votées par les Chambres. Ces lois sur les 40 heures, sur les contrats collectifs, sur les congés payés, constituent une victoire indiscutable pour la classe ouvrière.

C'est là un ensemble de justes mesures imposées au grand capital qui s'obstinait à ne pas vouloir faire droit aux revendications des travailleurs et qui, selon l'observation fort juste de Paul Faure, veut écraser les classes moyennes.

Mais il y a des petites entreprises où justement il n'y a pas de résistance à l'application des lois sociales, dont la situation est aujourd'hui très difficile. On ne peut pas se borner à constater que nous vivons sous le régime de « la jungle sociale » et à considérer

comme inévitable la disparition des petites entreprises qui, ne l'oublions pas, occupent un nombre important d'ouvriers dans notre pays.

Jean Piot a posé très exactement le problème en écrivant : « L'essentiel, aujourd'hui, est de savoir si l'on entend mettre à même l'entreprise Individuelle pu familiale de tenir le coup. »

Nous répondons, quant à nous, très nettement qu'il faut prendre les mesures qui s'imposent pour que l'application indispensable des lois sociales ne se traduise pas, pour de petits industriels par la disparition pure et simple, ce qui aurait d'ailleurs comme conséquence de jeter des ouvriers sur le pavé.

C'est pourquoi, nous en sommes persuadés, le gouvernement issu de la victoire du Front populaire va être amené à examiner incessamment un certain nombre de mesures susceptibles de préserver les intérêts des classes moyennes des villes et des campagnes.

La première des choses qui s'imposent, c'est naturellement l'application stricte des directives données par le ministre de la justice pour empêcher les expulsions, les ventes et les saisies, car dans de trop nombreux cas les parquets semblent être préoccupés surtout de jouer de vilains tours au Front populaire.

Et ceux qui, comme nous, voient défiler dans leurs permanences des petits commerçants, savent aussi combien le paiement des impôts est devenu pour bon nombre d'entre eux une véritable impossibilité matérielle.

Aussi pouvons-nous dire que le moratoire des impôts, en attendant une refonte du système fiscal, est une nécessité impérieuse pour de nombreux commerçants et pour de nombreux paysans dont la propriété doit être sauvegardée.

Et enfin, ceux qui ont l'occasion d'écouter les doléances des petits patrons savent bien que si, en plus de ces premières mesures indispensables, on ne se préoccupe pas d'assurer une protection efficace de certaines branches de la production française, c'est pour un certain nombre de petites et, moyennes entreprises la fin sans phrases, ce dont se réjouiraient les trusts et les oligarchies.

Mais ce n'est point cela la politique du Front populaire.

Alliance des prolétaires et des classes moyennes. De ces classes moyennes qu'il faut maintenir dans l'intérêt même de la nation. Le Front populaire défend les intérêts des uns et des autres. C'est ce que, pour notre part, nous avons toujours défendu.

Et si nous sommes les premiers à dire que « tout n'est pas possible », nous savons par contre qu'il est possible de venir efficacement au secours des classes moyennes, dont l'union avec les ouvriers est plus indispensable que jamais.

Car en définitive, ce sont les hommes des 200 familles, désireux de s'enrichir des dépouilles des classes moyennes, qui s'emploient à semer la division dans les rangs du Front populaire. Ce qui peut être et doit être fait pour venir en aide aux classes moyennes le sera par le Front populaire qui, en restant uni, répondra à l'attente et aux besoins du peuple de France. »

C'est le grand paradoxe. Dans la pratique, c'est le Parti Communiste Français qui a impulsé le style culturel des grèves et occupations du Front populaire. Même s'il n'y a pas eu de soviets se mettant en place, si jamais il n'y a eu de Conseils de travailleurs, il y a une volonté d'encadrement, d'organisation, accompagnée de l'exigence d'utopie, de collectivité solidaire, mêlant la pesanteur à la dimension festive.

Somme toute, le souci est facile à comprendre : les grèves et occupations du Front populaire ont échoué à produire quelque chose, car elles étaient encadrées syndicalement. La présence de la CGT, ou de la CFTC catholique par endroits, a empêché une organisation générale et directe des travailleurs.

Comme la CGT a connu de très nombreuses adhésions, et qu'elle encadrait chaque initiative, cela a pu donner le change, mais une fois les grèves et occupations terminées, il n'est rien resté de politique ou de culturel.

Étant donné que le Parti Communiste Français se préoccupait de la question gouvernementale et avait abandonné la question du lien direct aux masses à la CGT, il n'y a pas eu de perspective « soviétique ». Il ne restait plus que l'inverse, le Front populaire comme bloc pour exister.

Cela donne la ligne de « l'union de la nation française contre les deux cents familles », qui est encore confirmée à la Conférence nationale de la mi-juillet 1935, avec 332 délégués, dont 256 avec mandats délibératifs. La salle Huyghens à Paris est à cet effet décoré : derrière l'orateur, il y a le buste de Marianne, entouré de drapeaux rouges et de drapeaux français avec un bonnet phrygien comme emblème.

Les marteaux et faucilles ne manquent pas, car il ne s'agit pas d'un changement de ligne : tout le monde à la base voit cela comme une adaptation, des ajustements, et de toutes façons les résultats sont là.

Grâce à la ligne de Maurice Thorez, comme il le dit lui-même, à la Conférence, il y a désormais « l'autorité croissante de notre parti, loyal, sérieux et capable ».

On est passé de l'image du communiste avec le couteau entre les dents à celui du bon camarade qui épaulé ; même s'il y a une perte de radicalité ressentie, il y a l'idée de pouvoir respirer et agir sereinement, et l'alliance avec les radicaux en apparaît comme la garantie.

Le Parti Communiste Français attire, qui plus est : il y a 185 650 membres, *L'Humanité* tire à 320 000 exemplaires. En 1931, il n'y avait qu'autour de 25 000 membres, dans une très mauvaise ambiance et dans le cadre d'un isolement social très marqué.

Dans la foulée de la Conférence nationale, 40 000 personnes participent à la « fête de nuit » du Parti. Et dans *L'Humanité*, Benoît Frachon peut expliquer le 13 juillet 1936 que la « grève n'est pas le seul moyen ».

Ce n'est pas n'importe qui : il a été le dirigeant de la CGT-Unitaire à partir de 1933, à la réunification avec la CGT il est membre du secrétariat de celle-ci. Après 1945, il sera également pendant 20 ans le dirigeant de la CGT.

Et il s'exprime, en juillet 1936, contre les occupations, car cela fait peur à des partisans du Front populaire, car cela peut être une provocation patronale pour pousser à la défaite des revendications,

car cela peut être une manœuvre pour pousser le Front populaire à la faute.

« Nous savons parfaitement que l'occupation des usines a inquiété des partisans sincères du Front populaire qui n'en restent pas moins de fervents défenseurs des libertés syndicales et du droit de grève.

C'est cette inquiétude que les ennemis du peuple cherchent à entretenir en poussant les ouvriers à des actions répétées.

En pleine période d'effervescence, Nous avons eu le courage de dire qu'il fallait savoir terminer une grève ; les ouvriers nous ont écouté.

Nous leur disons aujourd'hui, avec la même franchise, que le prolongement de l'agitation gréviste, que la continuation de l'occupation des usines les desserviraient (...).

L'occupation des usines n'est pas la seule forme de grève et la grève n'est pas le seul moyen pour obtenir satisfaction. Il faut, certes, exiger le respect des contrats de la part des patrons de la même façon que les ouvriers entendent les respecter.

Mais justement, les contrats contiennent des clauses qui permettent d'en obtenir l'application.

Nous sommes convaincus que la classe ouvrière comprend parfaitement que le maintien de ses victoires est lié au maintien du Front populaire, ainsi qu'à la consolidation de son alliance avec les paysans et les classes moyennes. Elle ne fera rien qui puisse troubler cette alliance. Nous lui donnons, avec notre franchise habituelle, les conseils qui nous semblent correspondre à ses intérêts bien compris. »

On comprend qu'à la suite de la Conférence nationale, le Parti Communiste Français envoie le message suivant au Parti radical, qui n'est pas vu comme l'expression de la bourgeoisie moderniste, comme le parti des « classes moyennes et des paysans », ce qui est une absurdité historique concernant ces deux couches sociales.

« La conférence nationale du Parti communiste envoie son salut chaleureux au grand parti radical et radical-socialiste, qui représente plus particulièrement les paysans et les classes moyennes de France, dont l'alliance s'est réalisée dans le Front populaire du pain, de la paix et de la liberté.

Le président d'honneur du parti radical, le député-maire de Lyon, M. Edouard Herriot, qui préside avec fermeté et autorité les débats de la Chambre du Front populaire, ainsi que le président du parti, M. Edouard Daladier, et les autres ministres radicaux qui travaillent au sein du gouvernement Léon Blum à réaliser le programme du Rassemblement populaire, montrent par leur activité qu'ils sont au premier rang des défenseurs du peuple de France.

La conférence nationale du Parti communiste, qui enregistre d'importants succès, se félicite de l'autorité et de la sympathie accrue du parti radical et radical-socialiste, et elle exprime sa conviction que les partis du Front populaire iront, jusqu'au bout fraternellement unis, dans la voie qui conduit à la réalisation du programme du

Rassemble populaire, pour l'avenir et la grandeur de la France que nous voulons libre, forte et heureuse. »

Jeanne d'Arc, le 14-juillet, la Marseillaise

Se plaçant à la remorque des radicaux, le Parti Communiste Français parle d'ordre et de tranquillité publique, de « prospérité dans la légalité » et dénoncent les fascistes comme des tenants de la guerre « entre Français ». Il y eut même l'emploi de l'expression « front français », mais cela créa une polémique avec les socialistes.

Si on regarde, plus on se rapprochait des élections, plus le Parti Communiste Français a forcé les choses quant à un patriotisme d'unité nationale ; avec la victoire électorale, toutes les digues ont été rompues.

Voir un million de personnes défiler à Paris le 14 juillet 1936 (200 000 à Marseille, 100 000 à Lyon), avec une importance significative donnée aux communistes, cela suffit pour convaincre la base du Parti, au point que la tendance n'a plus de frein.

L'Humanité salue même le « peuple de Paris » qui a crié « Vive l'armée républicaine » au passage des troupes sur les Champs-Élysées, le même jour. Cela, alors que pendant dix ans, les peines de prison se sont abattues sur les militants du Parti en raison de la propagande anti-armée, anti-guerre.

Le plus marquant, c'est sans doute l'éloge ininterrompu de Jeanne d'Arc, qui est parallèle à la réhabilitation de la Marseillaise. Cela devient un leitmotiv du Parti Communiste Français, surtout lorsqu'il est parlé des femmes.

C'est très opportuniste en soi, car la figure de Jeanne d'Arc est en fait récente sur le plan d'une éventuelle valorisation. Après sa mort, elle passe en effet grosso modo à la trappe, et c'est la guerre franco-prussienne de 1870-1871 qui la remet sur le devant de la scène idéologiquement (Jeanne d'Arc étant de Lorraine).

C'est alors que son culte apparaît : elle est béatifiée par l'Église en 1909, puis une loi de 1920 fait du deuxième dimanche de mai, « jour anniversaire de la délivrance d'Orléans », un jour de fête : « la Fête Jeanne d'Arc, fête du patriotisme ». L'Église procède ensuite à la canonisation de Jeanne d'Arc en 1920.

C'est justement dans le cadre de la fête patriotique de la III^e République que l'hebdomadaire *Regards*, apparu dans les années 1930 dans le cadre des multiples activités du Parti Communiste Française, présente « Jeanne d'Arc, fille du peuple devant ses juges », le 14 mai 1936.

On est là dans une double opération de légitimité. La Marseillaise est prétendument réappropriée comme expression populaire de la révolution française. Jeanne d'Arc serait le symbole de la dimension historique de cette dimension populaire de révolte contre une direction nationale « vendue ».

Le Parti Communiste Français n'abandonnera plus jamais cette ligne, du moins jusqu'au début des années 1990. L'État serait aux mains d'une poignée de grands bourgeois se vendant au plus offrant, et il s'agirait pour le peuple de récupérer le pays.

C'est une ligne nationaliste, qui n'a pas eu toujours le dessus : elle est parfois utilisée comme

prétexte, comme arrière-plan pour des revendications, mais tendanciellement elle est toujours présente, et à partir de 1953 elle l'emporte de manière définitive. S'il était auparavant possible de jouer là-dessus, dans le cadre de l'Internationale Communiste et de l'URSS de Staline, après 1953 le Parti Communiste Français est arc-boutée de manière totale dans sa posture « nationale ».

Un grand meeting est ainsi organisé à Choisy-le-Roi, fin juin 1936, à l'occasion des cents ans de la mort de Rouget de Lisle, celui-ci étant mort dans cette petite ville près de Paris, où il dispose d'une grande statue. Rouget de Lisle y est en train de chanter la main sur le cœur, alors qu'il tient de l'autre une épée et une partition.

20 000 personnes y sont présentes, après un défilé de 50 000 personnes où sont chantées les deux chansons « réconciliées », la Marseillaise et l'Internationale. Le gouvernement a envoyé un représentant, le ministre de l'Air Pierre Cot, qui salue l'initiative :

« Vous avez su réconcilier la République avec les traditions révolutionnaires. »

Quant à Maurice Thorez, il pratique encore et toujours la surenchère, à la moindre occasion :

« “La Marseillaise” restera à jamais le chant de notre Peuple (...). “La Marseillaise” nous inspire dans notre œuvre de réconciliation nationale contre les deux cents familles, d'union de tous les Français qui travaillent, qui souffrent et qui espèrent en un avenir radieux de prospérité et de bonheur. Aux accents mêlés de “La Marseillaise” et de “L'Internationale”, sous les plis réconciliés du drapeau tricolore et du drapeau rouge, ensemble nous ferons une France libre, forte et heureuse !” »

Tout cela est en conflit total avec la ligne du Parti Communiste Français avant le Front populaire ; même depuis sa mise en place, les bagarres sont récurrentes entre les cortèges ou des personnes se croisant avec d'un côté un drapeau français, de l'autre un drapeau rouge.

Les deux drapeaux expriment un clivage de classe tout à fait net et sont prétexte à une mentalité de guerre civile. S'il y a une part de reste d'anarchisme ou plutôt de syndicalisme révolutionnaire anarchisant dans l'attitude des communistes dans ce cadre, il n'en reste pas moins que c'est un vecteur de lutte de classe.

Le Parti Communiste Français dirigé par Maurice Thorez cherche à tout prix à briser cette dimension culturelle porteuse de contradiction. C'est qu'il en va de la crédibilité du Parti à se légitimer par rapport à l'opinion publique pense-t-on, et en réalité par rapport à l'idéologie dominante.

Le secrétariat du Parti, à la toute fin juin 1936, tient ainsi à rappeler que :

« Le drapeau tricolore ne doit pas diviser les Français.

La presse réactionnaire fait état de remarques désobligeantes dont serait l'objet des personnes qui arborent les trois couleurs de la France républicaine.

Le Parti communiste, qui considère comme sa grande tâche de réconcilier ceux qui arborent le drapeau tricolore de nos pères et ceux qui arborent le drapeau rouge de nos espérances, est certain que de telles remarques n'émanent pas de communistes.

Notre Parti, soucieux de travailler à réaliser l'union de la nation française pour une France libre, forte et heureuse, sait ce que représentent les trois couleurs dans l'histoire du peuple de notre pays, et il sait aussi que les masses populaires voient dans le drapeau tricolore l'emblème de la liberté.

Le drapeau tricolore flottait à Valmy tandis que les hommes de Coblenz [c'est-à-dire les aristocrates émigrés en Allemagne à Coblenz] combattaient la France [de la révolution française] depuis les armées du roi de Prusse.

Ce drapeau, sous les plis duquel nos pères défendirent la liberté, appartient au peuple ; nous nous refusons à suivre ceux qui voudraient en faire l'emblème de la division entre Français.

Et les communistes qui luttent sous les plis du drapeau rouge considèrent comme leurs frères tous les Français qui veulent le bonheur du pays. Ils leur tendent la main, convaincus qu'on ne parviendra pas à faire de notre drapeau tricolore le drapeau de la désunion de la France. »

Le « réalisme français » de Louis Aragon

Le prestige du Parti Communiste Français est immense auprès des intellectuels en 1936. Toutefois, il se fonde sur un malentendu, et le rapport des intellectuels avec le Parti sera au moins ambigu si ce n'est conflictuel à un moment donné.

Le symbole le plus emblématique, c'est André Gide (1869-1947). Il se prend de passion pour le communisme et étant un auteur très connu, il est accueilli à bras ouverts. Or, c'est un auteur totalement décadent. Venant de la bourgeoisie protestante et homosexuelle, il dénonce le protestantisme dans son roman *La Symphonie pastorale* (1919), et il a un immense succès d'estime pour le roman expérimental - moderniste *Les Faux-monnayeurs* (1925).

Ce dernier roman est en fait une ode à la pédérastie, présentée de manière cachée ce qui fait que seules les études sérieuses comprennent que c'est le cœur du roman. Il n'est donc guère étonnant qu'il ait été horrifié de l'URSS à sa visite, et qu'il ait écrit un *Retour de l'U.R.S.S.*, vendu à 150 000 exemplaires, qui est un brûlot anticommuniste.

Le pendant d'André Gide, c'est Louis Aragon. C'est un bourgeois aux prétentions avant-gardistes. Mais comme il décide de se plier aux exigences du Parti, il rompt avec les surréalistes, qui vont eux surtout se tourner vers le trotskisme ou une forme culturelle d'anarchisme. Son grand ami est Pierre Drieu la Rochelle, auteur d'une charge révolutionnaire réelle, mais qui va se corrompre et tomber dans le fascisme, pour le regretter finalement.

Louis Aragon, lui, va faire carrière dans le Parti Communiste Français, dont il devient au fur et à mesure des années 1930 l'écrivain pour ainsi dire officiel. Après une période gauchiste au début des années 1930, il interprète à sa manière le réalisme socialiste de l'URSS et prône un « réalisme français ».

Le réalisme socialiste affirme qu'il est social dans son contenu, national dans la forme, car conforme à l'héritage culturel historique. Louis Aragon déforme tout cela ; il considère que le réalisme c'est parler de choses vraies, et que pour le faire il suffit d'être ancré dans une lecture patriotique, pour ne pas dire nationaliste des choses.

En fait, Louis Aragon assimile le réalisme au fait d'être raisonnable, d'utiliser la raison pour voir les choses, et il affirme que ce combat pour la vérité dans la présentation des choses a toujours existé en France, dans le peuple et contre les dominants. D'où la fascination pour Jeanne d'Arc, exemple de réalisme dans une situation bloquée du point de vue non-réaliste des dominants :

« le pouvoir sans cesse menacé des rois, des seigneurs divisés, laisse à une bergère le soin de sauver le sol de France de l'invasion étrangère »

Pour Louis Aragon, le socialisme permet d'être vrai, de dire vraiment les choses, et on comprend que des références soient Émile Zola (avec *Germinal*) et Victor Hugo (avec *Les châtiments*, des poèmes contestataires). Voici sa vision des choses :

« Nous envisagerons l'histoire de l'art tout entière, et celle ici, de la peinture, comme l'histoire du réalisme qui veut prendre corps, qui est le sens de cette histoire, et contre lequel se liguent à la fois les conditions sociales, les conceptions philosophiques qui en découlent, les restrictions de la liberté, et dans le créateur même ces forces obscures qu'il porte avec lui, et qui détournent à sa naissance la force créatrice de son but naturel qui est l'expression de l'homme et la perpétuation de la vie. »

Le Parti, le prolétariat, le socialisme... Tout cela, ce sont des supports pour être vrai en tant qu'écrivain. On comprend que Louis Aragon n'aura aucun problème à liquider la figure de Staline, au nom d'une histoire purement « française ». Il a une lecture « patriotique » de la réalité, qui est celle de Maurice Thorez et qui va façonner tout le Parti Communiste Français.

Si on est patriote, alors on est dans le vrai :

« Ainsi croyez m'en, tous les mouvements de l'art dans son histoire aux mille retours tendent au triomphe de la réalité, et d'abord de celle où baigne l'artiste, la réalité nationale. Et le chemin des artistes, des écrivains de France pour poursuivre l'effort de connaissance des siècles passés est nécessairement le réalisme français. »

Louis Aragon fait ainsi de Jean Siméon Chardin, un peintre du 18^e siècle au réalisme formel, plat, sans vie réelle, « le peintre le plus français que le monde ait connu ». Il fait de Denis Diderot « le meilleur critique d'art de tous les temps », et il dit de son roman *Jacques le Fataliste*, qu'il « demeure jusqu'à aujourd'hui, en face et au-dessus des œuvres vulgairement réalistes, l'un des plus hauts essais de rendre la vie telle qu'elle est, dans sa complexité désespérante et merveilleuse ».

C'est là littéralement une interprétation national-révolutionnaire, qui correspondre à la ligne du Parti Communiste Français d'opposer le peuple à l'oligarchie, la nation aux deux cents familles vendus à l'étranger (nazi allemand et fasciste italien), et de faire de la révolution française l'exemple même de révolution populaire.

D'où, non pas le réalisme socialiste, mais une conception organique du réalisme vu par le prisme national :

« Oui, je dénie la qualité française à la prose de Coblenz, à la prose des Versaillais, à la prose des Factieux de 1935. Tout ce qui est le produit, même impéieux, de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout ce qui pousse, fût-ce une rose, sur le fumier et du fumier du capital, n'est pas plus caractéristiquement français que n'est

caractéristiquement français un canon Schneider en face d'un canon Krupp ou Vickers. »

En apparence, cela pose la question de la substance de la littérature, qui ne peut effectivement naître que dans le vrai, le nouveau, le positif, mais Louis Aragon a une conception nationale-révolutionnaire.

Le caractère abstrait de sa démarche fit que Louis Aragon fut toujours trouvé acceptable par la bourgeoisie ; il reçut le prix littéraire Renaudot en décembre 1936 pour son roman *Les Beaux Quartiers*, second roman d'une série appelée « Le monde réel » (*Les Cloches de Bâle*, *Les Beaux Quartiers*, *Les Voyageurs de l'impériale*, *Aurélien* qui parle de Pierre Drieu la Rochelle et *Les Communistes*).

Avec le Front populaire, Louis Aragon s'installa définitivement comme intellectuel « littéraire » du Parti Communiste Français ; naturellement, il s'empressa dès le milieu de 1950 de rejeter totalement son « réalisme français » pour le remplacer par une sorte de libéralisme patriotique.

La guerre d'Espagne et la dévaluation du franc

Lorsque commence la guerre civile en Espagne, le 18 juillet 1936, *L'Humanité* aborde le sujet tous les jours sur sa première page, appelant au soutien et présentant les succès de la République sous un angle très optimiste. Ce n'est qu'à la fin octobre que l'actualité espagnole ne sera plus forcément présente de manière marquée sur la première page.

Le soutien à la République espagnole est apparue, de fait, dès le départ aux yeux du Parti Communiste Français comme un moyen de gommer toutes les incohérences qu'il y a à soutenir la république française. Comme la République espagnole est attaquée par le fascisme, c'est bien que le combat est entre fascisme et république : tel est le justificatif qui n'est pas ouvertement avoué, mais forme la substance de la question.

Et la position du Parti Communiste Français a un énorme écho. Deux événements de masse ont lieu en été 1936, avec cet arrière-plan : il y a 400 000 personnes présentes au Parc de Saint-Cloud, non loin de Paris, pour la fête du rassemblement universel, le 9 août 1936. Il y en a 300 000, non loin, à Garches, quelques jours plus tard, pour la fête de l'Humanité.

Mais lorsque Léon Blum a pris la parole à Saint-Cloud, en tant que chef de gouvernement, ce qu'il propose, c'est seulement la non-intervention. Cela met en porte-à-faux le Parti Communiste Français, qui est pour un soutien total à la République espagnole.

Et cela alors que la base populaire est pour le soutien : 300 000 métallos parisiens font une grève d'une heure en soutien à l'Espagne, le 5 septembre 1936.

Le Parti Communiste Français doit alors choisir ou le sentiment des masses, ou le soutien au gouvernement. Cependant, il considère que toute critique faite au gouvernement affaiblirait le Front populaire et il refuse cela, à tout prix.

La ligne du Parti Communiste Français, avec Maurice Thorez comme ici à l'Assemblée nationale le 5 décembre 1936, consiste à dire :

« Le Parti communiste a été opposé et reste opposé à toute intervention directe ou indirecte dans les affaires d'Espagne. Mais le Parti communiste n'a pas approuvé et n'approuvera jamais l'initiative néfaste du gouvernement qui a organisé en fait le blocus de la République espagnole. »

Vint alors un second problème, prétexte pour la première fois, le 27 septembre 1936, à ce que *L'Humanité* mentionne l'Espagne en première page de manière moins marquée. C'est que le gouvernement du Front populaire a réalisé une dévaluation par surprise.

Le Parti Communiste Français avait, avant même la victoire électorale du Front populaire, dénoncé les capitalistes spéculant sur le franc, sur l'économie française. La dévaluation était bien entendu une cible inévitable. Georges Politzer, dans un article sur la défense du franc, dans les Cahiers du bolchevisme en avril 1936, soulignait que, outre la lutte contre le fascisme, il y a la question économique qui joue fondamentalement :

« C'est de la même manière [que la lutte contre le péril fasciste] que, conscient du danger que représente la ruine du franc pour le pain, et par le pain, pour la liberté et la paix, que notre Parti a placé résolument la défense du franc au premier rang parmi les mots d'ordre qui sont les siens durant la campagne électorale.

Nos orateurs sont les seuls qui, à travers tout le pays, montrent que la dévaluation est un péril qu'il faut écarter. Seul notre Parti proclame devant tout le pays, résolument, sans réticence : le franc, c'est le pouvoir d'achat du peuple français ; la défense du franc, c'est la défense du pain, inséparable de la défense de la pax et de la liberté.

Et parce qu'il est le seul à considérer la dévaluation comme un péril, et à le considérer comme tel sans réserve, parce qu'il est seul à comprendre entièrement et à dénoncer, sans hésitation, tous les dangers que recèle une dévaluation éventuelle que notre Parti Communiste est aussi le seul parti présentant un programme économique et financier dont la réalisation implique un prélèvement sur les richesses exclusivement. »

Mais que faire alors que c'est désormais le gouvernement de Front populaire qui met en place une telle mesure ? C'est, dans la même revue, qui est celle des cadres du Parti, que Jacques Duclos essaie de formuler la réponse. Il explique dans « Le Parti Communiste devant la dévaluation » :

« Le pays tout entier a appris avec étonnement et inquiétude la nouvelle de la dévaluation dont le gouvernement Léon Blum a été amené à prendre l'initiative. Le Parti communiste a à cette occasion dénoncé une fois de plus avec vigueur la malfaisance de la dévaluation qui se traduit par des sacrifices nouveaux pour les masses laborieuses (...).

Le programme [du Rassemblement Populaire c'est-à-dire le Front populaire] n'a jamais prévu la dévaluation et il comporte par contre un chapitre qui prévoit l'assainissement financier au moyen de certaines mesures parmi lesquelles figure une réforme démocratique des impôts comportant une détente fiscale en vue de la reprise économique et la création de ressources atteignant les grosses fortunes.

C'est ce programme que le gouvernement du Front populaire aurait dû s'employer à faire aboutir de toute urgence.

Mais à la vérité on a reculé devant les difficultés, on en a somme reculé devant les gros possédants de ce pays tout comme malheureusement on n'a que trop reculé aussi devant les bandes factieuses qui se reconstituent, s'arment et se préparent à livrer un nouvel assaut contre les institutions républicaines.

Finalement en matière financière le gouvernement a opté pour la dévaluation, que nous communistes avons toujours considéré comme dangereuse et que nous persistons à considérer comme une opération dommageable pour le peuple.

Nous sommes sûrs que si on avait voulu appliquer notre proposition de prélèvement sur les grosses fortunes nous serions en présence d'une toute autre situation. »

Et Jacques Duclos de conclure : nous allons protester, nous sommes contre, il faudrait mieux faire des impôts sur les riches comme nous l'avions demandé...

Mais l'ennemi numéro 1, ce sont les fascistes, donc nous continuons à soutenir le gouvernement même si nous protesterons contre la mesure, et nous attendons du gouvernement qu'il ne perde pas de vue que c'est « contre le fascisme et uniquement contre lui qu'il faut agir ».

C'est la même position que concernant l'aide au gouvernement républicain en Espagne. Cependant, dès le mois de décembre, cette politique n'est plus tenable et le Parti Communiste Français est bien obligé, par la force des choses, de s'abstenir lorsque le gouvernement pose la question de confiance.

Cette dernière est accordée par 350 voix (socialistes, radicaux, centristes républicains, etc.) contre 171 (de la droite). Les 72 députés communistes ont choisi l'abstention, mais ils en expriment un grand regret.

Car la question de confiance ne concernait que la politique extérieure, ce qui obligeait le Parti Communiste Français, à se retrouver dans une posture de refus. Il ne compte pas pour autant modifier sa ligne, comme en témoigne sa position officielle.

« Le Parti communiste, initiateur du Front populaire, affirme à nouveau qu'il soutiendra loyalement et sans éclipse le gouvernement pour l'application du programme du Rassemblement populaire.

Le groupe parlementaire, par son abstention, s'est refusé à approuver le blocus de l'Espagne. républicaine, contraire à l'esprit du programme du Front populaire. Il manifeste le vif désir de n'avoir plus, à l'avenir, à émettre un vote semblable et de pouvoir collaborer, étroitement et fraternellement, à l'œuvre gouvernementale.

La question qui reste posée est de savoir comment le gouvernement issu du scrutin du 3 mai dernier s'emploiera à l'application du programme commun pour le pain, la liberté et la paix.

Le secrétariat du Parti communiste français. »

Le Parti populaire français et le Parti social français

Si l'affirmation de l'ultra-gauche était due à une erreur tactique, il en va tout autrement de l'émergence du Parti populaire français et du développement du Parti social français.

Là, la question est stratégique.

C'est que l'ultra-gauche jouait sur l'impatience et ne jouait qu'à la marge. C'est un phénomène parasitaire, qui joue le rôle de cinquième colonne du capitalisme dans les rangs révolutionnaires.

Il en va tout autrement de deux structures puissantes, posant une perspective de masse en termes d'influence, de culture. Ce sont des concurrents directs, de type fasciste, au Parti Communiste Français.

On ne parle pas simplement de deux mouvements d'extrême-droite, car ceux-ci, lorsqu'ils restent « à l'ancienne », sont en mauvaise posture en général, justement. Ils parviennent bien à mener une propagande intense, avec une presse très forte, il est vrai.

Fin novembre 1936, le ministre de l'Intérieur Roger Salengro se suicide justement, n'en pouvant plus des attaques de la presse d'extrême-droite affirmant qu'il aurait déserté pendant la première guerre mondiale. L'émotion est très forte : 500 000 personnes défilent à Paris, autant à Lille.

Cependant, ces mouvements « à l'ancienne », l'Action française en tête, ne peuvent en définitive qu'épauler un coup d'État militaire, ils n'ont nullement les moyens matériels ou idéologiques d'aller plus loin.

Le Parti populaire français et le Parti social français impulsent quant à eux une ligne nouvelle, adaptée à l'ère des masses.

Le Parti populaire français a comme dirigeant Jacques Doriot, qui fut un important dirigeant du Parti Communiste Français. Il profite des événements de février 1934 pour rompre avec le parti et se lancer dans une campagne pour un comité d'action avec le Parti socialiste, sur une base antifasciste.

Si, en apparence, on a une ligne d'unité antifasciste, c'est en réalité une manœuvre contre la bolchevisation du parti et à sa progression idéologique. Déjà, deux autres opportunistes avaient été éjectés au début des années 1930 : Henri Barbé (qui dirigeait le parti) et Pierre Celor (s'occupant de l'appareil).

Comme il est maire de Saint-Denis, il utilise pour cela l'hebdomadaire communiste local, *L'Émancipation*, dont il prend le contrôle en 1934 et qui devient un prétendu « Organe central de l'unité totale des travailleurs ».

Dans *L'Émancipation* datée du 21 juillet 1934, dans un article intitulé pas moins que « *Pour un parti unique* », Jacques Doriot affirme ainsi :

« Après quinze ans d'expériences décevantes de la 2e Internationale et d'impuissance révolutionnaire de la 3e dans les plus grands pays d'Europe, il convient de rechercher si les formules de 1919 sont encore justes.

Il convient de procéder à une révision générale des valeurs. Il convient de rechercher pourquoi dans des murs économiquement et socialement portés au socialisme, c'est le fascisme qui gagne le pouvoir et écrase brutalement la classe ouvrière, au moment où elle devrait jouer son rôle historique. »

Jacques Doriot commence alors à utiliser Saint-Denis comme un royaume indépendant. *L'Émancipation* y tire à 7000 exemplaires, et 4000 au niveau national, et pendant la vague de grèves et d'occupation, il soutient matériellement les grévistes depuis la mairie, fournissant notamment 130 000 repas, insistant par contre sur « l'indépendance » politique nécessaire.

Jacques Doriot apparaît alors comme un levier possible à utiliser contre le Front populaire et de nombreux banquiers, dont le chef de la banque Worms, décident de le financer. Cela aboutit à la naissance du Parti populaire français, le 28 juin 1936, que rejoindront justement Henri Barbé et Pierre Celor, les dirigeants du Parti Communiste Français éjectés avant lui.

Voici alors ce que raconte Jacques Doriot dans la salle des fêtes de la mairie de Saint-Denis, à l'occasion de la fondation de son mouvement :

« Lorsque vous lisez les œuvres de Marx et Engels, que vous êtes jeunes, que l'expérience ne vous a pas encore tanné la peau, vous vous trouvez pris par ces raisonnements magnifiques et grandioses.

Et puis, peu à peu, à mesure que vous vous enfoncez dans la vie, soit que vous y soyez un simple observateur, soit que vous ayez, comme les Russes, les leviers de commande en main, vous vous apercevez que ces doctrines, formidablement étudiées, oublient le facteur humain, qu'elles ne tiennent aucun compte de la nature de l'homme, qu'elles ne tiennent aucun compte des inégalités profondes entre les facultés des humains.

L'erreur fondamentale du marxisme est de croire que le milieu économique forme complètement le milieu social, que l'homme est le produit exclusif de son milieu économique.

Or, cette affirmation n'est que partiellement vraie. Car il faut tenir compte qu'en-dehors de l'impulsion qu'il reçoit du milieu économique, l'homme obéit à un certain nombre de lois naturelles. »

C'est là une thèse extrêmement proche de celle de Jean Jaurès, dans une version nationaliste tournant au racisme. Le Parti Communiste Français comprit la menace, parvenant à le faire battre à la mairie à l'élection municipale de 1937 (provoquée par une intervention du gouvernement). Jacques Doriot ayant démissionné de son mandat de député la même année, il ne put pas le reconquérir non plus face au Parti Communiste Français.

Ce dernier tenta par ailleurs d'empêcher les meetings du Parti populaire français, mais le prestige de Jacques Doriot permettait à la manne financière des banquiers d'être relativement efficaces. Le Parti populaire français revendiquait 15 000 adhérents au début juillet, 50 000 membres au 1er août 1936, 101 000 fin octobre, 120 000 fin novembre.

Voici le serment qui devait être prêté par tout nouvel adhérent :

« Au nom du peuple et de la patrie, je jure fidélité et dévouement au Parti populaire français, à son idéal, à son chef - je jure de consacrer toutes mes forces à la lutte contre le communisme et l'égoïsme social. Je jure de servir jusqu'au sacrifice suprême la cause de la révolution nationale et populaire d'où sortira une France nouvelle, libre et

indépendante. »

L'hebdomadaire *L'Émancipation* se serait vendu à 250 000 exemplaires en juillet, rien que dans la région parisienne. L'autre place forte était Marseille, où le mouvement s'organise par l'intermédiaire de Simon Sabiani, ancien combattant « héroïque » de la première guerre mondiale devenu député-maire de Marseille en s'appuyant sur toute une ribambelle de truands et mafieux.

Cette émergence du Parti populaire français posait, de fait, un véritable problème pour le Parti Communiste Français, de par l'anticommunisme à prétention révolutionnaire d'un tel mouvement « activiste ».

Et un autre mouvement apparaissait également, sans la dimension « révolutionnaire », mais avec une capacité bien plus grande en termes de nombre et d'affrontements : le Parti social français.

Juste avant la victoire électorale du Front populaire, la pression de celui-ci avait abouti à la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées. Dans ce cadre, le mouvement des *Croix-de-Feu* du François de La Rocque était interdit.

On parle ici de la « ligue » d'extrême-droite la plus importante. Mais la plus importante de ces ligues était les *Croix de Feu*. On peut considérer qu'au milieu des années 1930, François de La Rocque disposait de 15 000 personnes à Paris et de 20 000 en province, alors que les *Jeunesses Patriotes* et la *Solidarité française* avaient dans leurs rangs chacun autour de 5 000 personnes, l'*Action française* de 4 000 personnes, le Parti français national-communiste de 2500 personnes, le Parti franciste de 1000 personnes.

Les *Croix-de-Feu*, qui n'avaient pas participé à la tentative de prendre l'Assemblée nationale d'assaut le 6 février 1934 malgré leur présence nombreuse, tentèrent d'échapper à l'interdiction en se présentant comme un parti, le Mouvement social français.

En juin 1936, le gouvernement du Front populaire fit que l'interdiction se réalise en tant que tel, et les *Croix-de-Feu* devinrent alors le Parti social français en juillet 1936. C'est un mouvement de masse : 450 000 membres en 1936, 800 000 en 1937, 1,2 million en 1938.

C'est un mouvement qui se veut républicain et légal : en 1936, il revendique déjà 12 députés. 6 furent élus en tant que PSF : Jean Ybarnégaray en tant que député de Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), François, prince de Polignac, en tant que député du Maine-et-Loire, Paul Creyssel en tant que député de la Loire venu des radicaux, Eugène-Gaston Pébellier en tant que député de la Haute-Loire, François Fourcault de Pavant en tant que député de Seine-et-Oise, Fernand Robbe en tant que député de Seine-et-Oise.

C'est aussi un mouvement qui dispose d'une organisation interne extrêmement développée dépendant directement du Comité directeur et consistant en les *Groupes mobiles de propagande*, qui prirent par la suite le nom d'*Équipes volantes de propagande*. Il y a des armes très nombreuses, et même une aviation, des groupes coordonnés capables d'intervenir, etc.

Le reste de l'extrême-droite reprochera toujours à François de La Rocque de disposer d'une masse de gens prêts à l'action, mais sans jamais agir. Il n'empêche que le Parti social français était prêt en cas d'explosion sociale et formait concrètement un immense obstacle à quiconque voulait avancer

sur le plan révolutionnaire.

Le Parti social français relève d'une approche « basiste » de l'extrême-droite, avec donc une grande prudence dans l'action, mais avec des capacités d'interventions brutales. C'est ce mouvement qui pose les bases pour une « droite » de masse épaulant des activistes « durs », comme le Rassemblement Populaire Français de de Gaulle avec le Service d'action civique, le RPR de Jacques Chirac, etc.

L'ambition de François de La Rocque était d'ailleurs de poser un Parti social français comme un parti anti-parti, comme un mouvement qui ne fait que rétablir ce qui serait sain et naturel dans la Nation. Cela est défini comme suit :

« L'ordre français a toujours reposé sur trois éléments : TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE.

Trois mots qui à nos yeux résument tout.

Trois éléments indissolubles qui se tiennent, se soutiennent et sans quoi rien ne tient plus.

Nous sommes des réalistes. Réhabiliter le Travail, défendre la Famille, sauver la Patrie : telle est la devise du Parti Social Français. »

De fait, dans les statuts du Parti social français, on a ainsi une devise qui sera reprise, plus tard, par le régime de Vichy :

« La devise du parti est : « L'Ordre par la Famille et le Travail pour la Patrie. »

François de La Rocque à la tête des Croix-de-Feu fut dénoncé de manière très régulière dans *L'Humanité*, comme la grande figure du fascisme français (ce que récusent les historiens bourgeois par ailleurs). Et en 1936, son mouvement se réorganise, prenant une dimension de masse, sans pour autant que les agressions et les « coups de main » ne cessent.

Cela et le Parti populaire français se prétendant « révolutionnaire » forment deux obstacles massifs venant barrer la route à toute ambition du Parti Communiste Français. Cela renforce forcément l'idéologie de la capitulation, du compromis avec la République.

Et c'est le Parti Communiste Français qui est doublement coupable, en n'ayant pas su gérer le cas Jacques Doriot, un opportuniste qui a pu faire de Saint-Denis une base pour ses projets, et en étant incapable de faire en sorte que le Front populaire se confronte réellement aux Croix-de-Feu et procède à leur écrasement.

Cela conditionne toute la situation du Parti Communiste Français jusqu'au déclenchement de la guerre avec l'Allemagne nazie.